

Appel à soutien pour la libération de dirigeants syndicaux bangladeshis

Votre Excellence, Madame/Monsieur [insérer le nom de votre chef de gouvernement],

Je vous adresse la présente en soutien à la campagne d'UNI Global Union, qui représente plus de 20 millions de travailleurs du secteur de services du monde entier, pour vous exhorter à intercéder aux fins de mettre fin aux persécutions à l'encontre des travailleurs de l'habillement, des dirigeants syndicaux et des défenseurs des droits des travailleurs au Bangladesh.

Depuis le 21 décembre 2016, suite à une semaine de grèves et de manifestations des travailleurs de l'habillement du Bangladesh qui réclamaient des augmentations salariales, les autorités bangladeshies ont arrêté ou détenu au moins 26 responsables syndicaux et défenseurs des droits des travailleurs.

Les événements de décembre et l'actuel climat de répression antisyndicale représentent un grand pas en arrière pour le Bangladesh. Les salaires dans l'industrie de l'habillement du Bangladesh sont parmi les plus faibles au monde, alors que le coût du logement, des denrées et services de base et des soins de santé grimpent en flèche. L'actuel salaire minimum de 5300 takas (67 USD) par mois n'a plus été augmenté depuis 2013, tandis que le coût de la vie s'est, lui, considérablement accru. Le gouvernement du Bangladesh et les propriétaires d'usines de vêtements brandissent le mouvement de grève comme prétexte pour réprimer le mouvement syndical. Les employeurs ont riposté à la grève en procédant à la fermeture provisoire de 59 usines et engagé des poursuites contre des centaines de travailleurs pour leur participation présumée à la grève. Au moins 1500 travailleurs ont été licenciés et risquent d'être mis sur liste noire. Il est inadmissible que des revendications salariales puissent donner lieu à des mesures aussi draconiennes.

Près de quatre ans ont passé depuis l'effondrement de l'immeuble Rana Plaza. Bien que des progrès significatifs aient été accomplis au plan de la sécurité, notamment depuis l'adoption de l'Accord sur la sécurité incendie et bâtiment, le gouvernement du Bangladesh a, tragiquement, peu fait pour garantir l'État de droit, y compris le respect du code du travail et des normes internationales du travail. Les preuves à charge du gouvernement bangladais sont claires et irréfutables. Il reste extrêmement difficile pour les travailleurs d'exercer leurs droits fondamentaux au Bangladesh, alors que le pays reste en proie à un climat de violence antisyndicale aggravé.

La forte dépendance de son économie aux exportations de vêtements rend le gouvernement du Bangladesh d'autant plus sensible à son image publique à travers le monde. Les voix de la communauté internationale peuvent s'avérer extrêmement convaincantes à l'heure de délivrer un message fort et d'ouvrir la voie au changement.

Aussi en appelons-nous à notre gouvernement à user de ses bons offices pour intervenir d'urgence auprès du gouvernement du Bangladesh et exhorter celui-ci à ordonner la libération

immédiate des syndicalistes incarcérés, ainsi que l'abandon de toutes les poursuites pénales engagées à leur encontre.

Nous vous prions d'agréer, Votre Excellence, l'expression de notre haute considération.